



Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**RAPPORT ANNUEL
SUR LE PRIX ET
LA QUALITE DU SERVICE
DE L'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF**



2024

SOMMAIRE

PARTIE 1 – PRESENTATION GENERALE DU SERVICE	3
1.1 ORGANISATION DU SERVICE ET POPULATION DESSERVIE	3
1.2 ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0)	4
1.3 PRESTATIONS ASSUREES DANS LE CADRE DU SERVICE	4
1.4 CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE	4
1.5 CADRE REGLEMENTAIRE	4
1.6 MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0)	5
1.7 VERIFICATION DES INSTALLATIONS	6
1.8 TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3)	8
PARTIE 2 –TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICES PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	10
2.1 TARIFS APPLIQUES POUR L'ANNEE 2023	11
2.2 BILAN FINANCIER 2023	11
PARTIE 3 – PERSPECTIVES 2024	11

PARTIE 1 – PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

Par délibération de 2008, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a pris la compétence en matière d'assainissement non collectif.

Le 1^{er} janvier 2011, la commune de Saint Paul intègre la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Le 1^{er} janvier 2013, les communes membres de l'ex-Communauté de la Haute Varenne et du Houlme ainsi que la commune de Landisacq ont intégré la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Le 1^{er} janvier 2017, les communes de l'ex-Communauté de Communes du Bocage d'Athis (Athis Val de Rouvre, Berjou, Cahan, Saint Philbert sur Orne, La lande Saint Siméon, Sainte Honorine la Chardonne, Durcet, Saint Pierre du Regard, Ménil Hubert sur Orne), une partie des communes de l'ex-Communauté de Communes du Pays de Briouze (Pointel, Ste Opportune, Le Graïs, Le Ménil de Briouze et Briouze), la commune nouvelle de La Ferté Macé comprenant la Ferté Macé et Antoigny, et la commune nouvelle Les Monts d'Andaine comprenant la Sauvagère et St Maurice du Désert ont intégré Flers Agglo.

Par application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la collectivité doit présenter un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) d'assainissement non collectif (au plus tard pour le 30 juin de l'année N+1).

Le décret n°2007-675 du 2 mai 2007, précise la liste des indicateurs qui doivent figurer dans ce rapport.

De plus, la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite "loi NOTRe") article 129 ainsi que le décret du 29 décembre 2015, indiquent l'obligation de saisie et de transmission des indicateurs des services d'eau potable et d'assainissement (collectif ou non), pour les collectivités comptant plus de 3 500 habitants, sur le Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA : "<http://www.services.eaufrance.fr/>" de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

Le RPQS ainsi que la délibération de l'assemblée délibérante, sont transmis par voie électronique au préfet et sous SISPEA, dans les quinze jours qui suivent leur présentation devant l'assemblée délibérante.

Le public est avisé par voie d'affiche apposée en mairie ou au siège de l'établissement public de coopération intercommunale, et aux lieux habituels d'affichage pendant au moins un mois.

Compte tenu du seuil de population Flers Agglo est concernée par cette obligation.

Il a pour but d'informer les élus et les usagers sur le fonctionnement du service, en l'occurrence le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

1.1 Organisation du service et population desservie

Le territoire de Flers Agglo comprend 42 communes sur un territoire de 52 509 habitants. A ce jour, 36 communes disposent d'un système de collecte et/ou de traitement collectif des eaux usées. Toutefois, aucune collectivité ne dispose d'un système collectif étendu à l'ensemble de son territoire. Par conséquent, le SPANC intervient sur l'ensemble des communes.

Collectivité	Zonage oui/non	Date de délibération du zonage	Communes
Flers Agglo (d'avant le 01/01/2013)	Oui	19/12/2013	Flers, La Chapelle Biche, La Chapelle au Moine, Saint Clair de Halouze, La Selle la Forge, Caligny, Cerisy Belle Etoile, La Bazoque, Landigou, Landisacq, Saint Georges des Groseillers, Aubusson, Montilly sur Noireau
Ex Cdc Bocage Athis	Oui	06/06/2002	Athis Val de Rouvre, Berjou, Cahan, Saint Philbert sur Orne, La lande Saint Siméon, Sainte Honorine la Chardonne, Durcet, Saint Pierre du Regard, Ménil Hubert sur Orne
Ex Cdc du Pays de Briouze	-	-	Briouze, Pointel, Le Ménil de Briouze, Le Graïs et Sainte Opportune
La Ferté Macé	Oui	26/06/2010	La Ferté Macé
Ex Cdc du Pays Fertois	NON	-	Les Monts d'Andaine (la sauvagère et Saint Maurice du Désert), Antoigny
Ex Cdc de la Haute Varenne et Houlme	Oui	-	Messei, Echalou, Bellou en Houlme, Dompierre, Le Châtellier, Saires la Verrerie, La Coulonche, Saint André de Messei, La Ferrière aux Etangs, Banvou
	OUI	10/10/2024	Lonlay le Tesson

1.2 Estimation de la population desservie (D301.0)

Un habitant est compté comme desservi par le service lorsqu'il est domicilié dans une zone d'assainissement non collectif.

La population de la Communauté de communes (données INSEE 2021) est de **52 509** habitants. L'estimation de la population desservie est de 52 509 **(VP.181) x 25.9 % (VP 230)** soit **13 600 habitants** au 31 décembre 2024.

1.3 Prestations assurées dans le cadre du service

La collectivité assure les missions suivantes en régie :

- La vérification de la conception et de l'implantation de la filière d'assainissement non collectif,
- La vérification de la réalisation des travaux de mise en œuvre du dispositif,
- La vérification du bon fonctionnement de la filière d'assainissement.

1.4 Conditions d'exploitation du service

Le SPANC dispose pour son bon fonctionnement d'un personnel administratif et technique représentant 3.1 équivalent temps plein. Il assure les missions suivantes :

- Suivi administratif et technique des dossiers de demande de mise en place d'installations neuves,
- Suivi administratif et technique des dossiers de demandes de subventions,
- Suivi administratif et technique des contrôles périodiques des installations existantes,
- Mise à jour du planning de contrôle périodique des installations,
- Mise à jour de la base de données du service,
- Elaboration de la facturation relative au service,
- Suivi administratif et technique des contrôles de bon fonctionnement lors des ventes immobilières,
- Conseils techniques et renseignements au public,
- Instruction des dossiers dans le cadre de demande d'urbanisme.

Lors de la fusion avec la communauté de commune d'Athis, un marché à bon de commande auprès de Véolia pour des contrôle SPANC existait et a été repris par Flers Agglo. Celui-ci était utilisé en cas de surcharge de travail. Ce marché étant arrivé à échéance, il a été relancé en 2022 et s'est avéré infructueux. L'ensemble des contrôles est donc désormais réalisé en régie.

1.5 Cadre réglementaire

La loi d'engagement national portant sur l'environnement du 12 juillet 2010 a modifié la réglementation en matière d'assainissement non collectif, en particulier, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et l'environnement, justifiant, le cas échéant, la réalisation de travaux, ainsi que le contenu du document remis à l'issue du contrôle. Ils sont définis par l'arrêté du 27 avril 2012.

Les autres points principaux sont :

- La simplification des dispositions en matière de contrôle,
- Des précisions sur les travaux de réhabilitation,
- Une meilleure articulation entre le contrôle du SPANC et permis de construire ou d'aménager,
- Une modification du délai maximal entre 2 contrôles périodiques : 10 ans au lieu de 8 ans,
- Une information du futur acquéreur en cas de vente immobilière,
- Des agréments des dispositifs de traitement.

Les autres principaux textes réglementaires relatifs à l'assainissement non collectif sont rappelés ci-après :

- Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 **portant engagement national pour l'environnement**,
- Décret n°2012-274 du 28 février 2012 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme,
- Arrêté du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté du 7 septembre 2009 sur les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,

- ☞ Articles R*111-1-1 et L271-4 du Code de la construction et de l'habitat relatifs à la délivrance et à la demande des permis de construire,
- ☞ Articles L.1331-1 à L.1331-16 du Code de la santé publique relatifs à la salubrité des agglomérations,
- ☞ Articles L.2224-6 à L.2224-22 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux services d'assainissement municipaux,
- ☞ Articles R.2333-121 à R.2333-132 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux redevances d'assainissement,
- ☞ Arrêté du 19 juillet 1960 modifié par l'arrêté du 28 janvier 1986 relatif au raccordement des immeubles sur égout,
- ☞ Autres documents existants non réglementaires : norme française NF DTU 64.1 P1-1 (AFNOR) du 10 août 2013, document technique qui fixe la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

1.6 Mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Cet indicateur renseigne sur l'organisation du SPANC et sur les prestations qu'il est susceptible de réaliser.

		Action effective en totalité	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus	Code SISPEA
A Eléments obligatoires pour l'évaluation du SPANC	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	OUI	20	20	VP 168
	Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	OUI	20	20	VP 169
	Mise en œuvre de la vérification de conception des installations réalisées ou réhabilitées	OUI	30	30	VP 170
	Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	OUI	30	30	VP 171
			TOTAL A	100	
B Eléments facultatifs du SPANC	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	NON	10	0	VP 172
	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	NON	20	0	VP 173
	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	NON	10	10	VP 174
			TOTAL B	10	
			TOTAL	110	

Au 31 décembre 2024, l'indicateur D 302.0 est de 110.

1.7 Vérification des installations

1.7.1. Vérification des installations par commune pour l'année 2024 :

Communes nouvelles/ Communes	Installations existantes ayant déjà été contrôlées par le SPANC	Contrôle bon fonctionnement	Diagnostic de vente	Contrôle de conception	Contrôle de réalisation		TOTAL
	Au 01/01/2024				neuf	réhabilitation	
Athis-Val de Rouvre			27	21	1	8	57
Aubusson				0			0
Banvou			3	2		1	6
Bellou-en-Houlme			1	5		2	8
Berjou			4	2		2	8
Briouze			5	1			6
Cahan				1		1	2
Caligny		26		4		1	31
Cerisy-Belle-Étoile		1		2	1	3	7
Dompierre			1	2		2	5
Durcet				0			0
Échalou			3	1		1	5
Flers		63		4	1	2	70
La Bazoque		59		3	1	1	64
La Chapelle-au-Moine				0			0
La Chapelle-Biche			1	0			1
La Coulonche			4	0	1		5
La Ferrière-aux-Étangs			4	1		2	7
La Ferté Macé			15	5		2	22
La Lande-Patry		124	2	0		1	127
La Lande-Saint-Siméon			3	3			6
La Selle-la-Forge			6	1			7
Landigou				0		1	1
Landisacq			4	2			6
Le Châtellier				1			1
Le Grais				0			0
Le Ménil-de-Briouze		24	3	1		1	29
Les Monts d'Andaine		21	1	5	1	5	33
Lonlay-le-Tesson			1	2	1	2	6
Ménil-Hubert-sur-Orne			4	1		2	7
Messei			6	3		1	10
Montilly-sur-Noireau			1	1			2
Pointel			3	2			5
Saint-André-de-Messei			5	1			6
Saint-Clair-de-Halouze			6	0	1		7
Sainte-Honorine-la-Chardonne		184		3			187
Sainte-Opportune			1	0			1
Saint-Georges-des-Groseillers		17		0			17
Saint-Paul			2	1			3
Saint-Philbert-sur-Orne				0		3	3
Saint-Pierre-du-Regard			2	0			2
Saires-la-Verrerie				0			0
TOTAL	0	519	118	81	8	44	770

1.7.2. Evolution de l'activité SPANC en régie depuis 2017 :

Nombre de contrôles		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Conception		38	46	80	25	70	97	81	81
Réalisation	Neuf	12	43	11	4	8	12	3	8
	Réhabilitation	55	73	63	21	28	50	40	44
	Total	67	116	74	25	36	62	43	52
Diagnostic de Vente		74	51	113	76	165	163	123	118
Contrôle de bon fonctionnement		245	567	704	339	167	554	543	519
TOTAL		473	731	1121	465	438	876	790	770
contrôle conformité AC							54	117	111

1.7.3 Contrôle périodique de bon fonctionnement réalisé et terminé en 2024

Ne sont pas contactés pour le contrôle de bon fonctionnement, tous ceux dont l'installation d'assainissement a fait l'objet d'un contrôle dans les trois années précédentes.

COMMUNE DIAGNOSTQUEE DANS L'ANNEE	Nombre d'ANC	Nombre contactés	contrôle réalisé	Refus et/ou absent/report	non contrôlé car maison déclarée inhabitée	raccordé AC	annulé par nos services
La Bazoque	122	63	59	2	2	0	
%		52%	94%	3%	3%	0%	0%
Ste Honorine la Chardonne	211	194	184	2	7	1	
%		92%	95%	1%	4%	1%	0%
Caligny	296	27	26	1	0	0	
%		9%	96%	4%	0%	0%	0%
La Lande Patry	154	140	126	7	2	2	3
		91%	90%	5%	1%	1%	2%
Flers	109	84	70	3	2	4	
%		77%	83%	4%	2%	5%	0%
Le Ménil de Briouze	187	35	27	8	0	0	
		19%	77%	23%	0%	0%	0%
Les Monts d'Andaine	457	23	22	1	0	0	
		5%	96%	4%	0%	0%	0%
St Georges des Groseillers	26	20	17	3	0	0	
		77%	85%	15%	0%	0%	0%
Total		586	531	27	13	7	3
Pourcentage			91%	5%	2%	1%	1%

1.8 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Commune	Installation existantes contrôlées au 31/12/2024	Installations conformes + non conformes au regard de la définition de l'indice P301.3		[[VP 166 + VP 267]] / VP 167 x 100 =
	VP.167	Installations conformes (VP 166) au 31/12/24	Installations non conformes au regard de la définition de l'indice VP 267	
		(A)	au 31/12/2024 (B)	
Athis Val de Rouvre	859	740	119	86%
Aubusson	1	0	1	0%
Barvou	167	126	41	75%
Bellou en Houlme	302	185	117	61%
Berjou	28	20	8	71%
Briouze	51	31	20	61%
Cahan	94	59	35	63%
Caligny	236	182	54	77%
Cerisy Belle Étoile	189	90	99	48%
Dompierre	90	65	25	72%
Durcet	88	68	20	77%
Échalou	70	47	23	67%
Flers	101	61	40	60%
Bazoque (la)	113	67	46	59%
Chapelle au Moine (la)	2	2	0	100%
Chapelle Biche (la)	18	16	2	89%
Coulonche (la)	174	123	51	71%
Ferrière aux Étangs (la)	149	105	44	70%
Ferté Macé (la)	224	197	27	88%
Lande Patry (la)	148	95	53	64%
Lande Saint Siméon (la)	77	68	9	88%
Selle la Forge (la)	66	61	5	92%
Landigou	66	48	18	73%
Landisacq	181	135	46	75%
Châtellier (le)	97	72	25	74%
Grais (le)	32	19	13	59%
Ménil de Briouze (le)	81	43	38	53%
Monts d'Andaine (les)	438	312	126	71%
Lonlay le Tesson	127	90	37	71%
Ménil Hubert sur Orne	101	94	7	93%
Messei	117	82	35	70%
Montilly sur Noireau	114	100	14	88%
Pointel	42	2	40	5%
Saint André de Messei	161	129	32	80%
Saint Clair de Halouze	129	106	23	82%
Sainte Honorine la Chardonne	209	107	102	51%
Sainte Opportune	40	21	19	53%
Saint Georges des Groseillers	20	11	9	55%
Saint Paul	131	123	8	94%
Saint Philbert sur Orne	99	95	4	96%
Saint Pierre du Regard	53	32	21	60%
Saires la Verrerie	94	65	29	69%
TOTAL GENERAL	5579	4094	1485	
taux de conformité P301.3	73%			

Cet indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement non collectif en zonage d'assainissement non collectif.

C'est le rapport entre du **nombre total d'installations contrôlées** (diagnostic, diagnostic vente, neuf et bon fonctionnement) sur la somme du **nombre d'installations contrôlées jugées conformes** ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et du **nombre d'installations non conforme mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes ou risques avérés de pollution de l'environnement**.

Certaines communes n'ont pas été contrôlées entièrement et/ou les données antérieures à leur intégration à Flers Agglo, n'ont pas pu être enregistrées à la base de donnée du SPANC de Flers Agglo. Pour ces communes, le taux de conformité n'est donc pas représentatif de leur parc ANC.

Les installations d'assainissement non collectif ne sont comptabilisées qu'à partir du moment où l'installation est réalisée.

Pour le moment, nous ne pouvons pas dissocier les communes de l'ex-Communauté de Communes du bocage d'Athis car nous n'avons pas le détail par communes mais un total global.

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
VP 166	Nombre total d'installations contrôlées, jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité	2 968	2949	2997	2761	2140	2192	2160
VP 267	Autres installations contrôlées ne présentant pas de danger pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	1785	1714	1864	1670	1681	1839	1934
VP 167	Nombre total installations ANC contrôlées depuis création du service	7039	7543	7742	7998	4808	5172	5579
P 301.3	Taux de conformité %	67,5	61,8	62,8	55%	79%	78%	73%

La définition de l'indice P301.3 a été modifiée le 09 avril 2014.

Avant 2022, les installations des communes ayant été contrôlées antérieurement à leur intégration à Flers Agglo, donc contrôlées par un autre SPANC que celui de Flers Agglo, étaient comprise dans l'indice VP167. Or la plupart de ces contrôles n'ont pu être intégrés dans la base de donnée du SPANC de Flers Agglo. Depuis 2022, et en accord avec le SATTEMA, l'indice VP167 ne comptabilise que les installations enregistrées dans la base de données du SPANC et pour lesquelles il y a une conclusion de contrôle.

Problèmes constatés sur l'installation	Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON		OUI
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
<input checked="" type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input checked="" type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input checked="" type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input checked="" type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input checked="" type="checkbox"/> Installation incomplète <input checked="" type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input checked="" type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input checked="" type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		
Installation neuves ou réhabilitées, contrôlées non conformes au titre du contrôle de bonne exécution			
ABSENCE DE DEFAULT			

Dans l'annexe II de l'Arrêté du 27 avril 2012, on représente les installations jugées comme **CONFORMES (VP 166)** en **vert**, **bleu** et les installations conforme neuve (non représentées dans l'annexe), qui sont augmentées des installations non-conforme mais sans danger pour la santé (**VP267**) en **jaune**, pour le calcul du taux de conformité.

PARTIE 2 –TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICES PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le SPANC constitue un service public à caractère industriel et commercial. Il doit faire l'objet d'instauration de redevances spécifiques nécessaires à l'équilibre du budget. Les redevances concernent toutes les propriétés équipées d'un système d'assainissement non collectif qui font l'objet d'un contrôle et permettent de couvrir les charges de fonctionnement du service.

2.1 Tarifs appliqués pour l'année 2024

Les tarifs de l'assainissement non collectif ont été homogénéiser sur tout le territoire de Flers Agglo au 1^{er} janvier 2020.

	Contrôle conception (HT)	Contrôle réalisation (HT)	Contrôle diagnostic de vente (HT)	Contrôle de bon fonctionnement (annuellement HT)
2017	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2018	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2019	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2020	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2021	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2022	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2023	33,08 €	75,08 €	118,13 €	18,48 €
2024	35,72 €	81,08 €	127,58 €	19,96 €

La périodicité des contrôles est de 6 ans.

2.2 Bilan financier 2024

	Contrôle conception	Contrôle réalisation	Contrôle diagnostic de vente	Contrôle de bon fonctionnement (annuellement)
2017	27 094,03 € HT			97 506,34 € HT
2018	2 969,77 HT	4 674,62 HT	16 542.61 € HT	199 364.05 € HT
2019	2 650.34 HT	6 412.65 HT	17 078.65 € HT	153 889.58 € HT
2020	2 578.89 HT	5 907.21 HT	17 143.30 € HT	126 565.15 HT
2021	3 564.49 HT	5 790.92 HT	24 611.33 HT	131 536 HT
2022	3 571,30 HT	6 967,74 HT	22 246,94 HT	119 067,95 € HT
2023	4 105,57 € HT	5 755,12 € HT	15 942,90 € HT	185 547 € HT
2024	3 482,34 € HT	4 959.58 € HT	18 920,31 € HT	€ HT

Les factures sont établies, éditées et expédiées par le SPANC. Le Trésor Public de Flers est chargé de l'encaissement des redevances.

PARTIE 3 – PERSPECTIVES 2025

Les contrôles périodiques de bon fonctionnement seront réalisés sur les communes de :

Secteur Nord : Caligny et Berjou

Secteur Sud : Le Ménil de Briouze, La Chapelle Biche, La Chapelle au Moine, La Selle la Forge et une partie de Saint Clair de Halouze

Un programme de subvention pour la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est mis en place pour la commune de Lonlay le Tesson, seule commune du territoire Flers Agglo éligible. Le programme s'étend aux installations se situant dans les périmètres de protection de captage du bassin de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Dans le cadre de ce programme, un zonage d'assainissement a été acté sur la commune de Lonlay le Tesson avec élaboration d'une évaluation environnementale, exigée par la MRAe.

Le 12eme programme de l'AESN prévoit, certainement pour la dernière fois, des subventions pour la réhabilitation des ANC qui répondent aux critères de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Ce dispositif s'appliquera pour les communes 100 % ANC ou ne pouvant bénéficier de subventions pour l'assainissement collectif, il concerne également les communes historiques et non nouvelles. De plus les ANC de Lonlay le Tesson et des périmètres de captage, restent concerner.

Néanmoins toutes demandes devront être groupées à l'échelle de zone d'habitat agglomérés et ne pourront faire l'objet de nouvelle demande après.

Un nouveau règlement de service va être mis en place au 1^{er} janvier 2025.

Celui-ci est consultable sur le site www.flers-agglo.fr. Il a pour principal objectif de réduire le nombre d'installations d'ANC présentant un danger et d'augmenter les réhabilitations afin de réduire les pollutions directes et diffuses.

Voici les points principaux :

- les contrôles périodiques dits de « bon fonctionnement » seront réalisés tous les 10 ans
- lors d'un contrôle du SPANC, si une installation d'ANC présente un danger pour les personnes, des travaux obligatoires pour SUPPRIMER le danger doivent être réalisés sous 4 ans ; faute de travaux, le SPANC procédera à un contrôle tous les 4 ans, facturé au propriétaire, le montant est fixé à 120€ (tarif 2025)
- lors d'une vente immobilière, si l'installation est non conforme, l'acquéreur a l'obligation de la mettre aux normes dans l'année suivant son achat ; si les travaux ne sont pas réalisés, une « visite de contrôle après-vente » sera réalisée et facturée à l'acquéreur, le montant de cette visite est fixée à 200€ (tarif 2025)

Pour faciliter la mise en place des nouvelles pratique et une meilleure gestion des données SPANC, le service fera l'acquisition d'un nouveau logiciel et prendra en charge la facturation des prestations vente, conception-réalisation.

RAPPEL DES INDICATEURS OBLIGATOIRES

www.services.eaufrance.fr/sispea/showLogin.action

Indicateurs descriptifs des services

D301.0 = 14 227 habitants (Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif)

D302.0 = 110 (Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif)

Indicateurs de performance

VP 166 = 2192 (Nombre total d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité)

VP 267 = 1839 (Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement)

VP.167= 5172 (Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service)

P301.3 = 78 % (Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif)

Prise en compte dans le taux de conformité : installations conforme + installations type 2